



# MONDE

## Droits de douane : les Européens dos au mur

### COMMERCE

**Les Européens préparent des mesures de rétorsion face aux hausses de droits de douane de Trump dans la dernière ligne droite des négociations.**

**La question reste toutefois de savoir dans quelle mesure l'UE est capable d'endurer une escalade avec l'Amérique.**

*Guillaume de Calignon*

Voilà l'Union européenne prise entre le marteau américain et l'enclume chinoise. Entre l'agressivité protectionniste de Trump, et la position inflexible de Xi Jinping, les exportations de Pékin vers le Vieux Continent progressent à grande vitesse. Avec un modèle économique dans lequel le commerce extérieur joue un rôle prépondérant, l'UE se retrouve potentiellement en danger économique.

Les exportations européennes vers les Etats-Unis ont atteint 532 milliards d'euros l'an passé. Et le chancelier allemand, Friedrich Merz, l'a dit dès la mi-juillet : des droits de douane à 30 % sur les produits européens, comme menacent de le faire les Américains, « *frapperaient l'industrie exportatrice allemande au cœur* ».

Une taxation à 10 % des ventes de biens européens vers l'Amérique amputerait le PIB de l'UE de l'ordre de 0,3 % la première année, mais en cas de taxation à 30 %, l'impact serait nettement plus important. « *Dans l'automobile ou la pharmacie,*

*il sera difficile pour les exportateurs européens de trouver d'autres marchés* », considèrent les économistes du cabinet Oxford Economics.

« *L'option idéale de tout le monde serait évidemment de trouver un accord avec les Etats-Unis* », résume François Chimits, responsable de projets Europe à l'Institut Montaigne. Mais « *le revirement de Trump après la visite du commissaire européen Maros Sefcovic à Washington, et sa rencontre avec son homologue américain, Jamieson Greer, le 10 juillet, n'a fait que conforter les Européens dans l'idée qu'il est difficile de faire confiance au président américain, qui de surcroît perçoit toute tempérence pour une faiblesse* ».

Les nouvelles menaces d'augmenter les droits de douane à 30 %, le 1<sup>er</sup> août prochain, alors que l'homme fort de la Maison-Blanche avait indiqué, le 2 avril, qu'ils s'élèveraient à 20 %, sont mal passées. Le fait que Trump mêle la dimension idéologique et politique dans les négociations commerciales ne facilite pas non plus les choses.

### Forte convergence

### franco-allemande

Tout cela pousse l'UE à hâter la préparation de contre-mesures pour pouvoir à la fois négocier dans la meilleure position possible et montrer que l'Union dispose des outils nécessaires pour se défendre.

Alors qu'Emmanuel Macron se rendra ce mercredi à Berlin pour rencontrer Friedrich Merz, « *il y a une assez forte convergence entre le président et le chancelier sur la posture générale et le soutien à la Commission pour faire valoir nos intérêts* », indique-t-on de source proche de l'Élysée.

Les Français, du fait du déficit commercial que l'Hexagone accuse avec l'Amérique, contrairement au reste de l'Europe, sont sur une position dure. Ainsi, l'utilité de l'UE « *réside dans sa capacité à défendre nos intérêts plus efficacement que ne le feraient individuellement ses Etats membres* », souligne dans un communiqué le Conseil national de l'industrie qui s'est réuni mardi à Paris.

« *Un accord inéquitable [avec les Etats-Unis, NDLR] pourrait remettre en cause le projet européen* », pour-



suit l'instance, et «entraîner une nouvelle vague de désindustrialisation» en Europe. D'où un appel à la Commission européenne pour « envisager l'extension des mesures restrictives », comme « le contrôle à l'export, la limitation d'accès aux marchés publics, ou des restrictions ou taxations sur les services ». Le ministre de l'industrie, Marc Ferracci, n'a pas pour autant convaincu tous les secteurs : les trois fédérations de la beauté, du luxe et de l'agroalimentaire sont furieuses de ne pas voir leur opposition à un bras de fer avec la Maison-Blanche prise en compte dans le communiqué final.

D'autres font valoir que « la fenêtre d'opportunité se referme vite pour Trump. L'opinion publique tanguée, les élus républicains doutent, l'économie ralentit, et les difficultés juridiques pointent. Il est probable que la

*Cour suprême soit amenée à contraindre Trump dans sa politique protectionniste mise en œuvre en grossière contravention avec le droit américain », estime François Chimits. Le temps pourrait bien jouer en faveur de l'UE.*

### **Pas d'« arme de destruction massive »**

Pour lui, « il faut mettre sur la table des mesures de rétorsion fortes mais crédibles. L'UE n'est pas la Chine. Il nous serait difficile de tenir une position dure pendant un mois comme Pékin a su le faire. » C'est là tout le problème. « L'Europe, combien de divisions ? pourrait bien se demander Donald Trump à la façon de Staline qui parlait du pape », dit Thomas Grjebine, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii). « Sur le

plan politique et stratégique, on voit bien les raisons pour l'UE de répondre aux Etats-Unis mais sur le plan économique, celles-ci sont moins évidentes », poursuit-il.

« Etant donné les divergences d'intérêts entre Etats membres qui résultent de spécialisations sectorielles différentes, on peut se poser la question de savoir combien de temps l'UE sera capable de tenir en cas d'escalade de la guerre commerciale avec l'Amérique. Les Européens ne disposent pas d'une arme de destruction massive, capable d'infliger des dommages immédiats aux Etats-Unis, tels que les contrôles à l'exportation de terres rares mis en place par les Chinois », fait-il valoir. ■



Le commissaire européen au Commerce, Maros Sefcovic, est revenu bredouille de Washington le 10 juillet. Photo Yves Herman/Reuters

